



**Audit – Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

## **FEDERATION UNIE DES AUBERGES DE JEUNESSE**

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 27, rue Pajol  
75018 PARIS

SIREN : 775 674 260

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.  
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## FEDERATION UNIE DES AUBERGES DE JEUNESSE

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 27, rue Pajol

75018 PARIS

SIREN : 775 674 260

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Adhérents de l'Association **FEDERATION UNIE DES AUBERGES DE JEUNESSE**

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **FEDERATION UNIE DES AUBERGES DE JEUNESSE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 12 mai 2025.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 23 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO

*brice ROGIR*

✓ Certified by  yousign

Brice ROGIR



ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	75 675	75 675		
Frais de recherche et de développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	848 544	516 450	332 094	170 935
Autres immobilisations incorporelles	14 044		14 044	14 044
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 232 263	263 142	1 969 121	1 969 121
Constructions	12 118 772	4 776 899	7 341 873	7 701 431
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 595 728	1 296 585	299 143	303 588
Immobilisations corporelles en cours	432 876		432 876	151 570
Autres immobilisations corporelles	6 965 764	4 986 134	1 979 630	1 870 215
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	123 549	84 584	38 965	38 965
Autres titres immobilisés				
Prêts	688 425		688 425	709 014
Autres	404 345	78 530	325 815	327 337
<b>Total I</b>	<b>25 499 985</b>	<b>12 077 999</b>	<b>13 421 986</b>	<b>13 256 221</b>
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	57 452		57 452	63 583
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	59 695		59 695	121 894
Avances et acomptes versés sur commandes	48 697		48 697	53 465
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 300 210	104 615	1 195 595	1 019 593
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	3 544 621		3 544 621	2 006 342
Valeurs mobilières de placement				1 549 842
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 484 776		1 484 776	2 881 922
Charges constatées d'avance	171 686		171 686	213 283
<b>Total II</b>	<b>6 667 137</b>	<b>104 615</b>	<b>6 562 522</b>	<b>7 909 924</b>
Frais d'émission des emprunts (III)	0	0	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0	0	0	0
Ecart de conversion Actif (V)	0		0	0
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>32 167 122</b>	<b>12 182 614</b>	<b>19 984 508</b>	<b>21 166 145</b>

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>FONDS PROPRES</b>		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>	12 287 575	12 287 575
<i>Fonds propres complémentaires</i>	35 319	35 319
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>		
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	76 225	76 225
Ecart de réévaluation	18 477 828	18 477 828
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	1 620 139	1 620 139
Autres		
Report à nouveau	-32 794 191	-33 708 463
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	36 019	914 272
<i>Situation nette (sous total)</i>		
<i>Fonds propres consommables</i>		
Subventions d'investissement	592 745	346 754
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>331 660</b>	<b>49 649</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
<b>Total II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	456 440	563 936
Provisions pour charges	592 839	773 292
<b>Total III</b>	<b>1 049 279</b>	<b>1 337 228</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 065 059	3 851 666
Emprunts et dettes financières diverses	104 277	104 277
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 005 239	2 727 280
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	8 057 437	7 125 018
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
Dettes fiscales et sociales	5 285 380	5 756 105
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 106	4 106
Autres dettes	81 557	210 817
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>Total IV</b>	<b>18 603 569</b>	<b>19 779 268</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>19 984 508</b>	<b>21 166 145</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	188 433	208 896
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	912 297	908 609
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	28 874 138	26 852 783
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	602 631	871 519
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	8 000	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	9 484	126 335
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	848 128	1 605 387
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	732 887	82 419
<b>Total I</b>	<b>32 175 998</b>	<b>30 655 948</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	569 256	530 426
Variation de stock	-27 596	-1 319
Achats de matières et autres approvisionnements	1 782 145	1 810 966
Variation de stock	82 879	-51 152
Autres achats et charges externes	14 463 926	13 895 353
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	692 118	845 252
Salaires et traitements	9 996 414	9 131 740
Charges sociales	3 900 160	3 431 998
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	965 368	987 438
Dotations aux provisions	82 925	963 713
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	131 916	160 713
<b>Total II</b>	<b>32 639 511</b>	<b>31 705 129</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-463 513</b>	<b>-1 049 181</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS :</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	157 568	55 267
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		72 318
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>157 568</b>	<b>127 585</b>
<b>CHARGES FINANCIERES :</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	54 779	72 342
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>54 779</b>	<b>72 342</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>102 789</b>	<b>55 242</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-360 724</b>	<b>-993 938</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	1 083 112	1 884 390
Sur opérations en capital	20 309	308 745
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		832 775
<b>Total V</b>	<b>1 103 421</b>	<b>3 025 911</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES :</b>		
Sur opérations de gestion	674 809	932 057
Sur opérations en capital	31 869	185 643
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>	<b>706 678</b>	<b>1 117 700</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>396 743</b>	<b>1 908 211</b>
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>33 436 987</b>	<b>33 809 444</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>33 400 968</b>	<b>32 895 171</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>36 019</b>	<b>914 273</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FUAJ FEDERATION UNIE DES AUBERGES DE JEUNESSE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 19 984 508 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 36 019 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 12/05/2025 par les dirigeants de l'association.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

---

#### a. Description de l'objet social de l'entité

Promouvoir l'idée des auberges de jeunesse en France, synonyme de tolérance, de dialogue entre les peuples, d'amitié et de rencontres entre les jeunes du monde entier. Contribuer au développement physique, moral et intellectuel des jeunes. Agir en faveur de l'implantation et du développement de nouvelles auberges de jeunesse en France. Favoriser chez les jeunes la connaissance de l'environnement et le souci de le préserver

#### b. Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La FUAJ a pour but d'exploiter des auberges de jeunesse en France et d'accompagner les établissements affiliés à l'association. Dans ce cadre, la FUAJ, au travers de ses auberges de jeunesse, met à disposition de ses adhérents un hébergement, en chambre individuelle ou collective, à un tarif modique. Les auberges de jeunesse proposent également de la restauration (petit-déjeuner, déjeuner, dîner) et peuvent ainsi proposer à leurs adhérents, principalement des groupes, des formules demi-pension et pension complète. Enfin et selon la typologie des bâtiments, la FUAJ met à la disposition de ses adhérents des salles de réunion.

L'occupation des auberges de jeunesse de la FUAJ peut se faire à titre touristique (individuels, familles, groupes), à titre éducatif (colonies de vacances, classes de neige, etc.) ou à titre social. Pour ce dernier, la FUAJ coopère avec les services institutionnels du type DDSC ou CCAS ou directement avec des partenaires sociaux et humanitaires du type Croix-Rouge française ou Emmaüs et accueille ainsi des publics en difficulté.

En parallèle, la FUAJ a pour mission d'animer les territoires dans lesquels elle est implantée et ce, en favorisant la mise en place d'activités au sein de ses auberges de jeunesse comme des concerts, des spectacles ou des conférences sur le développement durable. A ce titre, la FUAJ coopère pleinement avec le tissu associatif local. Cette animation à destination des publics jeunes conduit également la FUAJ à participer à et/ou à organiser des séjours pédagogiques, nationaux ou internationaux, avec les autres grandes fédérations nationales d'auberges de jeunesse dans le monde.

Enfin, la FUAJ accompagne ses centres affiliés en leur fournissant conseils et outils pour développer et gérer leurs auberges de jeunesse et ce, tout en leur garantissant un apport commercial à travers la visibilité sur ses sites internet hifrance.org et hihostels.com.

#### c. Description des moyens mis en oeuvre

Afin de mettre en place son objet social, la FUAJ s'appuie en 2024 sur :

- 183 salariés permanents et 101 salariés en CDD pour la saison d'hiver ;

La FUAJ exploite 37 auberges de jeunesse sur toute la France dont 8 sont des propriétés de l'association.

Les services supports de la FUAJ sont situés au siège social de l'association et regroupent, outre la direction générale, les service RH, comptabilité & finance, recouvrement, informatique, gestion du patrimoine et marketing & communication.

## Règles et méthodes comptables

La FUAJ bénéficie par ailleurs de subventions annuelles provenant de l'Etat (Ministère de l'Education Nationale), de certaines Villes et de certains Départements. La majorité des subventions ont pour but la mise en place d'actions à titre pédagogique ou social, une minorité d'entre elles étant à but de fonctionnement.

### Règles générales

---

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

---

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Aménagements des terrains : 50 ans
- \* Constructions : 50 ans
- \* Agencements des constructions : 8 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 3 à 5 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de transport : 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 ans
- \* Matériel informatique : 3 à 5 ans
- \* Mobilier : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## *Règles et méthodes comptables*

### **Créances**

---

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **Provisions**

---

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### **Produits et charges exceptionnels**

---

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

La FUAJ a procédé à une migration vers un nouvel outil métier ASTERIO en remplacement de l'outil ASSD. Cette migration, étalée sur l'année 2024 a nécessité d'important moyens humains et financiers.

Les données clients et financières ont été intégrées dans ce nouvel outil. Cela a entraîné des ajustements comptables exceptionnels pour les aligner avec le nouvel outil.

Sur 2024, la FUAJ a fermé l'Auberge de Bourges.

Au 1er janvier 2025, la FUAJ n'exploitera plus l'Auberge de Cadouin ayant perdu l'appel d'offre pour une Délégation de Service Public. Enfin, l'auberge de Cassis sera transférée pour l'exploitation directe à son Directeur.

En 2024, a été marquée par l'ouverture de l'auberge de Valdeblore et l'exploitation de Valmeinier.

Au 31/12/24 la FUAJ comptait 37 auberges en activité :

Amiens (AJ)	Millau (AJ)
Annecy (AJ)	Marseille Bois Luzy (AJ)
Arles (AJ)	Nice Camélias (AJ) (Propriété de la FUAJ)
Belle Ile en Mer (AJ) (Propriété de la FUAJ)	Nîmes (AJ)
Boulogne (AJ)	Paris d'Artagnan (AJ)
Bourges (AJ et fin d'activité Q1_2024)	Paris Yves Robert (AJ)
Cadouin (AJ et fin d'activité 31/12/2024)	Poitiers (AJ)
Cahors (AJ)	Poitiers logement de fonction (Propriété de la FUAJ)
Cancale (AJ)	Pontarlier (AJ)
Cassis (AJ et transfert d'exploitation au 31/12/24)	Pontivy (AJ)
Chamonix (AJ)	Rouen (AJ)
Chamrousse (AJ)	Saint Briec (AJ)
Cherbourg (AJ)	Séze (AJ) (Propriété de la FUAJ)
Genêts (AJ)	Serre Chevalier (AJ) (Propriété de la FUAJ)
Grenoble Echirolles (AJ)	Strasbourg (AJ)
Ile de Groix (AJ) (Propriété de la FUAJ)	Valmeinier (AJ)
La Clusaz (AJ) (Propriété de la FUAJ)	Verdun (AJ)
Le Mont Dore (AJ) (Propriété de la FUAJ)	Valdeblore (AJ)
Lille (AJ)	Beaulieu sur Dordogne (Propriété de la FUAJ)
Lorient (AJ)	
Clermont Ferrand (AJ)	

Au 1er janvier 2025, la FUAJ a absorbé l'association Otellia et son auberge de jeunesse située à Blanquefort (33). Les salariés ainsi que les comptes et engagements bancaires ont également été intégralement repris.

Au 8 avril 2025, l'auberge de jeunesse HI Avignon a ouvert ses portes avec une capacité de 65 lits au démarrage qui sera ramenée à 99 lits après quelques travaux demandés par la Commission de Sécurité.

### Autres éléments significatifs

Disponibilités et concours bancaires courants

Les comptes bancaires créditeurs et débiteurs représentent après fusion des disponibilités en compte un montant de 1 484 776 € au 31/12/2024.

De par son activité la FUAJ est soumise à l'impôt sur les sociétés pour son activité d'exploitation d'auberge de jeunesse.

## *Faits caractéristiques*

Evènement postérieur à la clôture

La FUAJ a obtenu une promesse d'achat pour le bâtiment de Séez pour un montant de 1 550 000 Euros. La promesse a été validée par le Conseil d'Administration.

La requête déposée auprès du Tribunal Judiciaire en décembre 2024 a été perdue. La FUAJ a dû déposer une nouvelle requête en mars 2025 avec les mêmes demandes. Les CEP ont, de leur côté et en concertation avec la FUAJ, déposé également une requête sollicitant la réalisation du Plan et le paiement de l'échéance 2024.

Aucune date d'audience n'a encore été fixée.



## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	75 675			75 675
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	667 026	195 562		862 588
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>742 701</b>	<b>195 562</b>		<b>938 263</b>
- Terrains	2 232 263			2 232 263
- Constructions sur sol propre	9 104 774	5 680		9 110 454
- Constructions sur sol d'autrui	263 269	5 000		268 269
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 742 902		2 853	2 740 049
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 633 676	79 985	117 934	1 595 728
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 555 744	263 284		4 819 029
- Matériel de transport	94 820	20 411		115 231
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 767 558	70 834	723	1 837 670
- Emballages récupérables et divers	125 424	68 410		193 834
- Immobilisations corporelles en cours	151 570	281 305		432 876
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>22 672 001</b>	<b>794 911</b>	<b>121 509</b>	<b>23 345 402</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	123 549			123 549
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 114 881	33 554	55 665	1 092 770
<b>Immobilisations financières</b>	<b>1 238 430</b>	<b>33 554</b>	<b>55 665</b>	<b>1 216 319</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>24 653 132</b>	<b>1 024 027</b>	<b>177 174</b>	<b>25 499 985</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	75 675			75 675
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	482 047	35 214	822	516 450
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>557 722</b>	<b>35 214</b>	<b>822</b>	<b>592 125</b>
- Terrains	10 302			10 302
- Constructions sur sol propre	2 603 146	291 432		2 894 578
- Constructions sur sol d'autrui	191 866	9 183		201 049
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 610 783	77 681	10 911	1 677 553
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 330 088	79 412	112 915	1 296 585
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 016 083	277 722	64 202	3 229 603
- Matériel de transport	64 218	8 001		72 219
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 478 142	103 981	15 839	1 566 284
- Emballages récupérables et divers	114 889	5 073	1 933	118 029
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>10 419 517</b>	<b>852 485</b>	<b>205 801</b>	<b>11 066 202</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>10 977 239</b>	<b>887 699</b>	<b>206 623</b>	<b>11 658 327</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 6 109 286 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	688 425		688 425
Autres	404 345		404 345
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 300 210	1 300 210	
Autres	3 544 621	3 544 621	
Charges constatées d'avance	171 686	171 686	
<b>Total</b>	<b>6 109 286</b>	<b>5 016 516</b>	<b>1 092 770</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice	20 589		

#### Produits à recevoir

	Montant
Usagers Factures à établir	367 653
Fournisseurs .RRR à recevoir	58 234
Org sociaux - Prod à recevoir	18 854
Etat - Produits à recevoir	10 948
Divers - Produits à recevoir	550 000
<b>Total</b>	<b>1 005 690</b>

## Notes sur le bilan

### Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	12 322 894				12 322 894
Fonds propres avec droit de reprise	76 225				76 225
Ecart de réévaluation	18 477 828				18 477 828
Réserves	1 620 139	914 272		914 272	1 620 139
Report à Nouveau	-33 708 463		914 272		-32 794 191
Excédent ou déficit de l'exercice	914 272	-914 272	36 019		36 019
<b>Situation nette</b>	<b>-297 105</b>		<b>950 291</b>	<b>914 272</b>	<b>-261 086</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	346 754		245 991		592 745
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>49 649</b>		<b>1 196 282</b>	<b>914 272</b>	<b>331 660</b>

### Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	190 421	77 315	184 811		82 925
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	773 292	592 839	773 292		592 839
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	373 515				373 515
<b>Total</b>	<b>1 337 228</b>	<b>670 154</b>	<b>958 103</b>		<b>1 049 279</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		82 925	370 873		
Financières					
Exceptionnelles					

La provision pour indemnité de départ à la retraite s'élève en 2024 à 592 840 € contre 773 292 € en 2023.

## Notes sur le bilan

Des provisions pour des litiges prud'hommaux pour un montant de 82 924 € ont été passées dans les comptes ainsi que pour les autres contentieux.

La FUAJ a procédé en 2024 à un recalcul des indemnités de départ à la retraite :

Les hypothèses prises en considération sont les suivantes :

Taux d'actualisation de 3.4%

La table de survie publiée par l'INSEE

La revalorisation annuelle des rémunérations publiée et par catégorie

Le taux de renouvellement des effectifs par tranche d'âge et par catégorie publiée

L'âge de départ à la retraite à l'initiative du salarié publié

Probabilité d'être présent à l'âge de la retraite

Probabilité d'être en vie à l'âge de la retraite

## Dettes

### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 15 598 330 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	400 384	400 384		
- à plus de 1 an à l'origine	1 664 675	713 530	951 145	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	8 960	2 710		6 250
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 057 437	5 819 419	2 238 018	
Dettes fiscales et sociales	5 285 380	4 143 908	1 141 472	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 106	4 106		
Autres dettes (**)	177 389	177 389		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>15 598 330</b>	<b>11 261 445</b>	<b>4 330 635</b>	<b>6 250</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	2 035 441			
(**) Dont envers les associés	95 832			

## Notes sur le bilan

### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs fact non parvenues	1 228 033
Intérêts courus sur emprunts	295
Dettes provis pour congés payés	748 510
Dettes provis sur cpte épargne temp	66 309
Personnel - Autres ch à payer	18 196
Charges sociales sur congés payés	297 112
Org sociaux - Autres ch à payer	5 455
Etat - Charges à payer	62 059
Etat - Charges à payer AVANT RJ	87 350
<b>Total</b>	<b>2 513 321</b>

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	171 686		
<b>Total</b>	<b>171 686</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	21 465	
Dons, libéralités	5 887	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	647 457	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	18 516	
Autres charges	13 353	
Dégrèvement d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices		8 368
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 074 744
Produits des cessions d'éléments d'actif		4 519
Subventions d'investissement virées au résultat		15 790
<b>TOTAL</b>	<b>706 678</b>	<b>1 103 421</b>

Les charges exceptionnelles passées correspondent pour partie au solde des reliquats des comptes relatifs à l'ancien outil métier ASSD.

Les produits exceptionnels correspondent pour partie à des dettes prescrites.

## Autres informations

### Effectif

Effectif moyen du personnel : 284 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	35	20	55	55
Employés	103	126	229	229
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
<b>Total</b>	<b>138</b>	<b>146</b>	<b>284</b>	<b>284</b>

### Engagements financiers

#### Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Prêt d'un montant de 125 451 € garanti par une hypothèque conventionnelle non rechargeable de 125 451€ et privilège de p	100 361
Prêt d'un montant de 63 765€ garanti par une hypothèque conventionnelle, capital restant dû	51 012
Prêt d'un montant de 81 037 € garanti par nantissement de titres de 1 400 000€. Montant restant dû	64 829
Avals et cautions	216 202
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
<b>Total</b>	<b>216 202</b>



## Autres informations

### Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
PGE de 1 500 000 € du Crédit Coopératif garanti par l'Etat français pour 1 353 375€. Cpaital restant dû	726 025
PGE de 1 200 000 € du Crédit Coopératif garanti par l'Etat français pour 1 080 000€. Capital restant dû	706 014
Prêt de 20 542€ du Crédit Coopératif garanti par la Métropole Grenoble-Alpes. Capital restant dû	16 433
Avals et cautions	1 448 472
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	1 448 472